



L'Amérique du Sud ou l'émergence d'un nouveau théâtre des migrations africaines

Régis Minvielle*

Résumé

Les migrations africaines en Amérique latine s'inscrivent dans un processus de reconfiguration du phénomène migratoire. Dès les années 1990, mais surtout depuis les années 2000, des migrants, en provenance essentiellement d'Afrique de l'Ouest, tissent peu à peu les contours d'une nouvelle route migratoire au sein de laquelle le Brésil et l'Argentine constituent non seulement des étapes, mais aussi des installations plus durables. Ces nouveaux parcours se déploient non seulement en réponse aux politiques de fermeture des pays du Nord, mais aussi en lien avec des opportunités économiques, des conditions d'accueil favorables et des histoires de groupes et d'individus.

Lorsqu'ils arrivent à Buenos Aires, les Africains s'inscrivent sur le territoire selon des modalités distinctes. Si la grande majorité s'adonne au commerce de rue, sous l'impulsion notamment de la communauté mouride sénégalaise, d'autres cherchent à exploiter une demande d'africanité, ou encore à se frayer une voie dans le football et dans les affaires.

Mots clés : Migrations, parcours africains, politiques migratoires, insertion, Brésil, Argentine

Abstract

The migration of Africans to Latin American countries has become a new trend in the migration pattern of Africans. From the 1990s, and especially since the 2000s, migrants, mainly from West Africa, have found a new migratory route in which Brazil and Argentina are the preferred destinations. These new routes are being explored not just as a response to the stern immigration policies of countries in the North but also because of the economic opportunities, favourable conditions and histories of groups and individuals. While the vast majority engage in street trading, driven in

* Instituto Tecnológico Metropolitano, Medellín, Colombie / Chercheur associé à l'UMR 151 LPED (IRD/Aix-Marseille Université), Email: minviellergis@itm.edu.co

particular by the Senegalese Mourid community, others seek to make their mark in football and business.

Keywords : Migrations, Africans, migration policies, insertion, Brazil, Argentina

Introduction

Depuis le début des années 1990, mais surtout durant la dernière décennie, les migrants prennent des chemins jusqu'alors peu explorés, voire improbables, pour contourner les forteresses des Nord. Le renforcement des contrôles migratoires à la périphérie de l'Union européenne a eu pour double effet de réorienter les parcours et de multiplier les filières. Cette multipolarité des flux migratoires se vérifie non seulement dans tous les grands pays d'immigration au Nord et dans ses principaux bassins d'emploi, mais aussi dans des pays émergents au Sud. Le déclin des vieux couples migratoires, fondés sur des liens historiques entre pays de départ et pays d'accueil (Mexique/États-Unis d'Amérique, Maghreb/France, Inde et Pakistan/Royaume-Uni), au profit d'un éclatement des destinations, plus ou moins lointaines, telles que la Chine, qui accueille des Africains subsahariens, ou encore l'Europe des Philippines et le Moyen-Orient des Africains francophones, montre à quel point se complexifient les dynamiques migratoires à l'échelle planétaire.

Diversification et densification des flux sont des phénomènes également observables dans les pays du Sud. De nombreuses explications peuvent être avancées : l'extension du capitalisme et des systèmes-monde favorisant la multipolarité, la délocalisation de la production, les mutations liées à la division du travail, ou encore les politiques restrictives au Nord. En Europe et en Amérique du Nord, au fil des années 1990-2000, une image négative des migrants internationaux s'est répandue dans les médias et les débats publics. Les migrants sont considérés comme des éléments indésirables qui ébranlent l'État-providence et la cohésion sociale, accroissent la criminalité et remettent en question les identités et les cultures nationales. L'attention démesurée accordée sur la scène politico-médiatique aux flux migratoires depuis l'Afrique subsaharienne vers l'Europe n'a eu de cesse d'entretenir le mythe de l'invasion.

Ces discours se sont accompagnés de décisions politiques visant à restreindre la marge de manœuvre des migrants et à doter l'Union européenne d'un dispositif sécuritaire à ses frontières. La généralisation des visas et l'externalisation des procédures de contrôle aux pays du Maghreb constituent cet arsenal sécuritaire qui transforme progressivement l'Europe en une forteresse infranchissable.

Certes, les destinations européennes continuent de séduire de jeunes Africains subsahariens, désireux de ne plus être en bordure de la mondialisation, mais des changements de direction apparaissent, en lien avec la fermeture progressive des espaces habituels de la migration.

Dans ce cadre global de redistribution des cartes du jeu migratoire, l'Amérique latine et plus particulièrement l'Argentine font désormais partie des parcours africains. C'est ce nouvel élargissement de l'espace migratoire africain émanant simultanément de processus politiques et d'histoires de groupes que nous nous proposons d'interroger dans cette contribution. L'objectif est de rendre compte de la fabrication de ce dispositif migratoire à l'aune de la géographie politique des routes, mais aussi d'une ethnographie du voyage et, enfin, d'une sociologie des modalités d'insertion. En d'autres termes, il s'agit de retracer l'ensemble du parcours, depuis le continent africain jusqu'à l'arrivée à Buenos Aires, sans oublier d'évoquer les étapes brésiliennes.

La combinaison de ces diverses approches nous permettra, dans un premier temps, de dresser un état des lieux de cette migration très récente, en soulignant le rôle des pionniers, mais aussi des entrepreneurs de la migration dans la construction de ces nouvelles routes. Nous consacrerons la deuxième partie à l'influence et à l'impact des politiques migratoires sud-américaines sur les trajectoires africaines. Enfin, dans le but de rendre compte des contours de cette nouvelle migration, il s'agira d'observer, dans un troisième temps, la fin du voyage en examinant les différentes stratégies d'insertion déployées par les migrants dans la ville de Buenos Aires

De l'Afrique à l'Amérique du Sud : un voyage au long cours

Les pionniers des années 1990 : quand l'Amérique du Sud devient une échappatoire à l'impasse migratoire

L'effondrement du pont entre les deux rives de la Méditerranée plonge les migrants subsahariens qui s'aventurent vers le nord du continent africain dans un état d'incertitude, de flottement, et parfois d'inertie. De nombreux termes sont mis en avant par les chercheurs pour qualifier une immobilité subie. Alors que Abdelmalek Sayad parlait déjà dans les années 1970 de « provisoire durable », au sujet des travailleurs algériens en France (Sayad 1999), d'autres s'en remettent aux métaphores de la « nasse » (Pian 2009) au Maroc, ou de « cul de sac » (Ba & Choplin 2005), en Mauritanie, ou encore de « sas migratoire » (Tarrius 2002) pour caractériser ces situations de « post-transit ».

Dans ces conditions, les migrants n'ont guère de choix : attendre au seuil de la porte européenne en espérant qu'elle s'ouvre à nouveau, forcer le « verrou »

dans une aventure très périlleuse à bord d'embarcations de fortune depuis les côtes mauritaniennes ou sénégalaises, retourner au pays d'origine avec le risque d'être considéré comme un vaincu, ou, enfin, imaginer des routes de rechange. Le détour apparaît alors comme solution de repli à une situation inextricable. Dans ce contexte d'impasse, la linéarité géographique du parcours passe au second plan. L'important est de trouver un nouveau point de chute. C'est vraisemblablement pour ces raisons qu'au début des années 1990, des Maliens de Lybie laissent derrière eux le continent africain pour s'aventurer au sud du continent américain en obtenant des visas auprès de l'ambassade du Brésil en Lybie. Ces pionniers envisagent alors le Brésil comme une simple étape dans un voyage qui doit les conduire vers les États-Unis d'Amérique. Mais pour relier les États-Unis, ils doivent préalablement reconstituer un capital économique.

Malgré le caractère improbable de la destination, au regard de la position géographique de l'Argentine, dont la capitale se situe à plus de sept mille kilomètres de New York, il ne faudrait cependant pas conclure pour autant que ces migrations individuelles répondent à la seule logique de spontanéité. Le passage du Brésil à l'Argentine révèle en creux une connaissance, si infime soit-elle, d'un différentiel d'opportunités entre les deux territoires.

Au début des années 1990, après des années de chape de plomb liées à la dictature militaire (1976-1983), l'Argentine a pris un virage libéral qui, avant d'aboutir à la crise de 2001, a inauguré un cycle de croissance et engendré un boom de l'immobilier (développement des quartiers résidentiels selon le modèle nord-américain *gated community*). Les Maliens, habitués aux travaux de construction depuis la Lybie, ont alors eu l'occasion de monnayer leurs compétences au sein d'un marché en plein essor. La monnaie réévaluée sur le dollar a également constitué un facteur d'attraction important. Avec le poids croissant des transferts de fonds effectués par les migrants dans les économies locales et familiales de l'Afrique subsaharienne, la valeur de la monnaie et le différentiel qu'elle crée avec le franc CFA sont également un critère qui a retenu l'attention des migrants.

Les Maliens, probablement parce que la plupart d'entre eux sont repartis vers d'autres lieux, n'ont pas entraîné dans leur sillage des arrivées massives. En revanche, la réussite économique et sociale des pionniers sénégalais, concrétisée à travers des investissements immobiliers et des mariages au pays d'origine, impulse, dans la deuxième moitié des années 2000, un nouveau flux qui va constituer la majorité de la migration africaine en Argentine. Contrairement à leurs prédécesseurs aguerris à l'expérience migratoire, ces nouveaux venus en provenance du bassin arachidier vont à la fois bénéficier d'un parcours fléché et de politiques migratoires favorables.

Les années 2000 ou la mise en place d'un « voyage organisé »

D'origine rurale pour la plupart d'entre eux, ces jeunes Sénégalais (âgés entre 20 et 30 ans pour la très grande majorité d'entre eux) néophytes de la migration s'en remettent à des experts de la prise en charge du déplacement pour effectuer le voyage. Comme l'ont montré de nombreux travaux, avec l'avènement des mouvements clandestins, a émergé une nouvelle figure, celle des entrepreneurs de migration entre les deux rives de la Méditerranée (Laacher 2009 ; Brachet 2006), entre le Mexique et les États-Unis (Ruben Hernandez-Leon 2005). Ceux-là ont vu dans la détermination des candidats au départ une ressource à exploiter et leur ont proposé en échange un service logistique de contournement des barrières administratives ou physiques. Pour maximiser les gains et garantir la prise en charge des déplacements, ils ont mis au point des organisations ayant des ramifications jusque dans les pays d'accueil.

L'absence d'ambassade d'Argentine au Sénégal après 2002¹ a conduit les migrants à se replier vers le pays voisin et à effectuer, par conséquent, la demande d'un visa touristique auprès de consulat du Brésil à Dakar. Au Sénégal, pays où la migration est érigée en modèle de réussite, les « hommes d'affaires » – c'est ainsi que les migrants les nomment – monnaient des commissions en échange d'une aide au départ et d'un accompagnement tout au long du périple. Ces hommes d'affaires mobilisent leurs compétences relationnelles en s'appuyant sur des intermédiaires appelés *coxers* et chargés de recruter des candidats. Ceux-là œuvrent essentiellement dans une région qui forme un triangle de Dakar à Touba (d'ouest en est), incluant les villes de Thiès et de Diourbel, et s'étendant au sud de M'Bour jusqu'à Kaolack.

Ces intermédiaires s'adosent souvent au réseau mouride au sein duquel le marabout permet de relier les disciples entre eux. Une fois le contact établi, le *coxer* s'efforce de convaincre le migrant potentiel en mettant en évidence les vertus du pays d'accueil. En présentant l'Argentine comme une terre de « l'Amérique », l'objectif est de faire écho à la portée cognitive que symbolise cette expression. Terre des possibles, d'enrichissement, d'eldorado et de prospérité économique, l'Amérique fascine. Dans son argumentation commerciale, le *coxer* peut, selon la crédulité du candidat au départ, faire du Brésil et de l'Argentine une simple escale dans un voyage qui le conduira ensuite vers les États-Unis d'Amérique ou bien mettre plutôt l'accent sur l'argument économique. Dans cette opération de séduction, il s'agit de faire de l'Argentine une première étape lucrative où l'on peut reconstituer un capital économique avant d'atteindre ensuite les États-Unis.

Lahat, âgé de vingt-neuf ans, originaire de Dakar, est vendeur avant son départ pour l'Argentine en 2007. Il ignore presque tout de son futur pays

d'accueil, mais la présence d'autres Sénégalais est un élément qui apparaît comme déterminant au moment de prendre sa décision. Pouvoir compter sur ses compatriotes à l'arrivée dans une terre inconnue, rassure les futurs migrants.

Le contact pour aller en Argentine, ça vient de mon frère. Mon frère avait un ami qui, je ne sais pas, avait des frères ou des amis, je ne sais pas, je ne les connais pas, qui étaient ici et donc un jour mon frère m'a dit qu'en Argentine, y a des Sénégalais qui travaillent bien, alors moi j'étais étonné, jamais j'aurais pensé qu'il y avait des Sénégalais en Argentine et il m'a répondu que oui, y avait des Sénégalais et que ça marchait bien pour eux. Donc je me suis dit que je pourrais faire comme eux. La première fois que j'ai entendu parler de l'Argentine, c'était un an avant mon arrivée ici. Bon à part le football, je ne savais rien de l'Argentine. Lahat (conversation informelle, 28 sept. 2009)

Lahat souligne également le rôle du réseau familial dans son départ. C'est par l'intermédiaire de l'entourage de son frère qu'il obtient un contact à Buenos Aires.

Les tentatives avortées d'émigration européenne précèdent parfois l'apparition de l'Argentine dans cette quête migratoire. C'est le cas pour Malick, originaire de Dakar, qui a subi successivement deux refoulements aux aéroports de Roissy et de Bruxelles. Malgré ces amères expériences, il ne se décourage pas. Les talents de persuasion de l'homme d'affaires suffisent à lui faire reconsidérer son projet migratoire :

Comme les ambassades ne donnent plus de visa, y a des gens qui ont des relations, donc c'est eux qui s'en occupent. Moi, c'est madame T qui a apporté mon dossier à l'ambassade. On a d'abord essayé la France. Je suis parti deux fois. J'avais tous les papiers, le passeport, le visa, j'étais bien habillé. Ils ne m'ont pas laissé entrer. J'ai été refoulé. Je n'ai vraiment pas compris. C'était dur. Mais je me suis pas découragé, je voulais vraiment partir. Alors j'ai encore essayé la France. Ma femme, elle, voulait aller faire des études d'infirmière à Lyon. Et puis j'ai le frère de mon père là-bas. Mais, ça a été encore la même histoire, impossible de passer. Ils ne veulent vraiment pas de nous. C'est gâté pour les Africains. Nous, on veut juste étudier, travailler. Je me retrouve encore à Dakar. Après ça, je voulais plus essayer encore. J'avais perdu beaucoup d'argent pour rien. Et puis un jour madame T m'a rappelé et là elle m'a parlé de l'Argentine. Moi au début, je me suis dit mais qu'est-ce que je vais aller faire là bas ? C'est au bout du monde ça. À part Maradona et que c'était un pays d'Amérique du Sud, je ne connaissais pas trop. Mais bon madame T m'a dit : tu vas en Argentine, et après tu peux avoir les papiers pour l'Europe ou l'Amérique. Elle m'a aussi dit que là-bas, on pouvait gagner beaucoup d'argent. Alors, bien sûr ça m'a fait réfléchir et j'ai fini par accepter. Malick (conversation informelle, 14 août 2010)

Les gains générés pour un seul départ par cette petite entreprise fondée sur un partenariat entre l'homme ou la femme d'affaires et ses rabatteurs représentent une somme comprise entre deux mille trois cents euros et six mille quatre cents euros. Ce calcul est le produit de la soustraction entre le coût total du voyage, payé par les migrants (voir plus haut), l'estimation du billet d'avion (entre 1 200 et 1 500 €) et des frais administratifs concernant la demande de visa touristique (40 €, plus 20 € pour la réservation d'une chambre d'hôtel). L'acquisition du visa coûterait un million de francs CFA (soit environ 1 525 €).

Avec une économie de la migration qui embrasse de tels profits, les départs sont vivement encouragés par des entrepreneurs qui établissent des contacts dans les différentes ambassades présentes à Dakar, construisent un réseau social assurant la publicité, la logistique du voyage, l'accompagnement du migrant au Brésil et bénéficient de relais locaux quand il s'agit d'organiser le passage de la frontière Brésil-Argentine.

Brésil-Argentine : une frontière poreuse

Le visa en poche, les migrants peuvent alors entreprendre leur long voyage. Les routes aériennes sont multiples et se recomposent en fonction bien souvent d'intérêts économiques sur la base d'une conquête de nouveaux marchés. Mais l'activation d'une ligne aérienne peut être par exemple le fruit d'une décision politique, visant à initier ou à consolider des liens diplomatiques entre deux ou plusieurs pays. Dans une économie mondialisée, le transport est devenu un maillon essentiel, conditionnant les échanges humains et marchands.

Ainsi, à partir de l'Afrique et par voie aérienne, il existe plusieurs itinéraires possibles pour traverser l'Atlantique. On peut transiter par l'Europe, via Madrid ou Lisbonne, véritables plaques tournantes des vols à destination de l'Amérique du Sud. Le Cap-Vert, par l'intermédiaire de la compagnie nationale TACV (*Transportes Aereos de Cabo Verde*), offre également un vol direct de Praia (sa capitale) vers Fortaleza (au nord-est du Brésil). Enfin, depuis le 5 avril 2009, une liaison bi-hebdomadaire est assurée entre Ankara, Dakar et Sao Paulo par la compagnie Turkish Airline. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de nouveaux accords de coopération entre la Turquie et le Sénégal. Le gouvernement sénégalais souhaite faire de Dakar la plus grande plateforme aéroportuaire de la région entre l'Europe, l'Afrique de l'Ouest et l'Amérique latine. Lorsqu'ils atterrissent à Fortaleza, au nord-est du Brésil, ou bien plus au sud, à Sao Paulo, nombre de migrants restent sur le territoire à la recherche d'un emploi, alors que d'autres poursuivent leur voyage jusqu'en Argentine. Ces derniers utilisent alors le Brésil comme un pays de transit.

Si le terme de transit est sujet à caution sur la rive sud de la Méditerranée pour qualifier une immobilité qui s'inscrit dans la durée, il recouvre ici son sens originel, celui du passage et de la transition. Alors que les Sénégalais sont confinés à la « localisation » par les politiques européennes, ils peuvent, lors de leur séjour au Brésil, devenir, au même titre que des touristes européens ou nord-américains, des « mondiaux » et accéder à la mobilité, qui se trouve au « premier rang des valeurs désirables » (Bauman 1998). Toutefois, cette liberté peut être entravée sous l'effet de l'encadrement du réseau économique de la migration. Accueillis à leur arrivée par des compatriotes et acteurs du réseau de l'autre côté de la chaîne, les nouveaux venus vont être invités à mettre la main à la poche pour pouvoir continuer le voyage. Ces pratiques contredisent des représentations positives de la migration qui soulignent le rôle d'une solidarité quasi mécanique entre les membres d'une même communauté de destin. Le voyage renferme une expérience de l'altérité ; l'aventurier, le voyageur ou le migrant se mettent à distance de leurs repères ; ils doivent composer avec le regard de l'autre, avec une langue qu'ils ne comprennent pas, avec des habitudes, des attitudes collectives, des normes, des pratiques culturelles et alimentaires qui les surprennent. C'est souvent par l'intermédiaire de leurs pairs, de ceux qui sont déjà installés, que ce processus de socialisation à la société d'accueil s'engage. Leurs nouveaux compagnons de migration leur offrent l'hospitalité ; ils les hébergent, les accompagnent dans leurs différentes démarches administratives et leur fournissent quelquefois une aide financière. Ils les initient enfin aux codes sociaux et leur enseignent quelques rudiments de la langue du pays. Mais cette solidarité cache une réalité plus complexe et des rapports sociaux qui, loin d'être idylliques, sont aussi fondés sur l'échange marchand.

Si les rapports d'entraide assurent aux nouveaux venus l'arrimage progressif à la société d'accueil, ils n'excluent pas pour autant l'existence de larcins et d'escroqueries entre compatriotes. Le migrant, surtout dans les points de passages, les étapes ou encore les pauses, a souvent besoin des autres pour avancer dans un espace qu'il découvre. Le transit est donc un moment propice à l'irruption de faits « crapuleux » ; le migrant de passage est une opportunité à saisir ; il débarque dans un lieu complètement inconnu, épuisé par de nombreuses heures de vol et dépourvu de ressources culturelles et symboliques pour affronter cette nouvelle réalité. Il va donc sans méfiance et probablement sur les conseils d'un homme d'affaires s'appuyer sur ses semblables pour poursuivre sa route. C'est seulement au bout de quelques kilomètres ou bien plus loin encore qu'il réalise avoir été grugé.

Dans l'espace saharo-sahélien, l'économie de la migration puise largement ses profits de l'illégalité ou de la clandestinité de l'aventurier ;

ce dernier, fragilisé par l'absence de droits, n'a pas d'autres choix que de s'en remettre à des passeurs, à des « agences de transport spécialisées », à des intermédiaires ou encore à des *thiamen* pour circuler et être hébergé (Brachet 2005). Au Brésil, le réseau économique de la migration ne peut pas exploiter financièrement l'illégalité du migrant. Pour induire des gains, d'autres paramètres doivent être activés ; il s'agit par exemple de véhiculer un imaginaire de la peur qui repose sur l'immensité d'un territoire inconnu et menaçant. En mettant en avant l'insécurité réelle ou mythique d'une société brésilienne qui serait le théâtre de violences permanentes entre bandes rivales, d'enlèvements et de vols massifs, les acteurs du réseau font circuler auprès des jeunes migrants sénégalais des images effrayantes. En terrain hostile, le passage doit se faire le plus rapidement possible et l'accueil par des compatriotes est vécu comme un soulagement. Dans ces conditions, le nouveau venu est alors loin d'imaginer les intentions de ses hôtes.

Lahat, arrivé en mai 2007 en Argentine, décrit ce sentiment d'insécurité :

Dans le voyage en bus entre Sao Paulo et la frontière argentine, j'avais peur, j'étais le seul Noir, j'avais peur qu'on me vole, je comprenais rien à ce qu'on me disait. J'avais deux cent mille CFA, à mon arrivée à Sao Paulo, ce n'est pas beaucoup, mais c'est tout ce que j'avais, donc si on me le volait, je sais pas ce que j'aurais fait. Donc comme je n'avais pas beaucoup, je suis pas allé à l'hôtel, j'ai fait tout le voyage d'un coup pour arriver le plus vite possible.

Lahat (conversation informelle, 28 septembre 2009)

Sans aucune expérience du voyage, exposé pour la première fois au regard des autres qui lui rappellent sa condition d'étranger ou sa différence ethnique, une langue et un environnement qu'il ne maîtrise pas, disposant d'un capital économique très faible qui ne lui donne aucune marge de manœuvre en cas d'imprévu, Lahat, comme la majorité des jeunes Sénégalais, cumule donc les handicaps.

Après avoir quitté les aéroports brésiliens, un long voyage en autocar s'amorce. Plus de mille cinq cents kilomètres séparent Sao Paulo d'Urugaiana, ville brésilienne située dans l'État de Rio Grande del Sur et poste-frontière avec l'Argentine. Il faut plus de vingt-quatre heures de route à travers la pampa pour rejoindre la frontière. Depuis Rio de Janeiro, il faut ajouter sept heures de plus. Enfin, si les migrants arrivent par le nord-est du pays, à Fortaleza, la distance à parcourir est colossale et plus de cinq jours sont nécessaires pour traverser plus de quatre mille kilomètres du nord vers le sud (Voir carte 1).

Si, au Brésil, les migrants africains peuvent bénéficier d'un visa touristique leur accordant le droit de circuler librement sur l'ensemble du territoire, ce

n'est pas encore le cas en Argentine. Les migrants africains qui entrent en Amérique du Sud par le Brésil et poursuivent leur route jusqu'à Buenos Aires traversent la frontière entre les deux pays de manière clandestine. Face à Urugaiana, de l'autre côté de la rive du fleuve Uruguay, Paso de los Libres, chef-lieu du département Corrientes, est la première ville argentine traversée par les migrants. Le fleuve Uruguay trace une frontière naturelle entre les deux plus grands pays d'Amérique du Sud. Il prend sa source dans la Serra Geral à mille huit cents mètres d'altitude, au Brésil, puis coule du nord vers le sud sur mille six cents kilomètres, pour se jeter avec le Río Paraná dans l'estuaire, nommé Río de la Plata. Après avoir franchi la frontière, les migrants se rendent jusqu'à la gare routière afin de rejoindre Buenos Aires ou « le bout de la terre », comme la renomment les Africains.

Carte 1: Les routes de la migration africaine au sud du continent américain



Source : Régis Minvielle, Julie Picard, décembre 2012

Si cette réorientation des parcours vers le cône sud du continent américain procède en premier lieu d'entreprises individuelles et aventurières qui vont ensuite impulser la mise en place d'un réseau, il convient également de souligner le rôle des politiques migratoires dans l'apparition de ces nouvelles

destinations. Le contexte d'ouverture amorcé dans les années 1990, enraciné dans l'élaboration de récits multiculturels succédant aux régimes autoritaires, constitue également un effet d'aubaine pour tous ceux qui imaginent leur avenir sous d'autres lieux.

L'ouverture sud-américaine : une aubaine pour les migrants

En Amérique du Sud, l'immigration a été perçue tout au long du XIXe siècle et au début du xxe, à l'exception notable des années 1930, comme un moyen d'accroître la production et les richesses. Longtemps mise entre parenthèses, cette conception qui associe le développement à l'apport migratoire resurgit à partir des années 1990 avec l'avènement de politiques économiques fondées sur l'intégration régionale. Cette ouverture économique s'inscrit dans une stratégie d'inclusion au marché international, au moment où les dictatures s'effacent pour laisser la place à des démocraties émergentes. Dès lors, la promotion de l'immigration, à travers notamment ses apports de capitaux et de savoir-faire, devient un outil de développement. Dans ce contexte de libéralisation de l'économie, la libre circulation des populations devient un instrument clé de ces nouvelles stratégies économiques. Ces perspectives nouvelles font surgir la nécessité de redéfinir des politiques migratoires.

Si le Brésil, en vue de consolider son statut de puissance émergente, opère des rapprochements économique et diplomatique avec le continent africain, l'Argentine refonde son discours sur la migration et ses critères d'accueil des migrants.

Le Brésil : nouveau pont entre l'Afrique et l'Amérique

Le Brésil connaît un processus de développement spectaculaire et s'impose peu à peu comme une puissance omniprésente à la fois sur les scènes régionale et internationale. En tissant peu à peu la toile de sa diplomatie dans les instances internationales au côté des autres pays émergents², le géant d'Amérique du Sud s'est construit, notamment sous la présidence de Lula, une image positive. Le Brésil tend par ailleurs à devenir un nouveau pôle d'attraction, non seulement pour les investisseurs de tous bords, mais aussi pour des Boliviens qui se concentrent essentiellement dans les villes de Sao Paulo et de Corumba (État du Mato Grosso) (Souchaud & Bernenger 2009), ou encore pour des étudiants étrangers séduits par des universités prestigieuses.

Dans le système migratoire latino-américain, l'Argentine continue d'être un acteur majeur des migrations intra-régionales à travers l'attraction qu'elle exerce, notamment sur les Paraguayens, les Boliviens, les Péruviens et, dans une moindre mesure, sur les Africains. À l'instar de l'Argentine,

le Brésil a promulgué, en 2009, par l'intermédiaire de Lula, son président charismatique, une loi régularisant tous les immigrés en situation illégale après avoir conclu au préalable avec les pays voisins, des accords bilatéraux visant à la libre circulation et permettant à quarante-deux mille Boliviens d'obtenir des titres de séjour (Souchaud & Bernenger 2009). La loi stipule que tout étranger entré sur le territoire avant le 1er février 2009 est éligible à la régularisation ; elle s'applique aux citoyens étrangers entrés avant le 1er juillet 2009 sur le territoire brésilien³. Les Sénégalais constituent le premier groupe, parmi les autres communautés africaines, à avoir soumis une demande de régularisation, avant février 2009. Selon les chiffres de l'ambassade du Brésil à Dakar⁴, huit cents Sénégalais ont pu bénéficier de cette politique en obtenant un titre de séjour provisoire.

Au moment de justifier sa politique, Lula fustige la vision européenne des mouvements migratoires, devant Gordon Brown (Premier ministre britannique entre 2007 et 2010) et une assemblée de journalistes britanniques présents à Brasilia :

Nous ne pouvons pas tolérer que des populations pauvres, qui voyagent à travers le monde à la recherche d'opportunités, d'un emploi, d'un salaire, soient contraintes de payer la facture de la crise financière globale provoquée par des gens riches. Tout simplement parce qu'on est simplement Noir, Indien ou pauvre, alors que la crise a été causée et fomentée par des comportements irresponsables de gens blancs et dont il paraissait qu'avant la crise, ils savaient tout et qu'aujourd'hui, ils démontrent qu'ils ne savent rien.

Interview d'un journaliste britannique de la BBC, 26 mars 2009)⁵

Vêtu de vêtements traditionnels de Bolivie et du Paraguay pour mieux faire valoir son identité sud-américaine et susciter l'empathie des ressortissants de ces deux pays grands pourvoyeurs de migrants au Brésil, le président Lula ajoute par ailleurs, pour mieux signifier son désaccord profond sur les politiques migratoires engagées par les pays du Nord : « *L'immigration irrégulière est une question humanitaire qui ne peut pas être confondue avec la criminalité* » (Lula, BBC, 26 mars 2009). Certes, ces propos, qui font appel à une rhétorique post-coloniale bâtie sur une racialisation des rapports sociaux et des rapports de domination Nord-Sud, peuvent apparaître comme caricaturaux ; ils témoignent cependant de l'instauration de nouveaux rapports de force dans le champ des relations internationales, désormais orchestrées selon un ordre multipolaire.

L'extension de la sphère d'influence des États émergents résulte de leur capacité à conquérir de nouveaux marchés et à s'imposer progressivement sur le plan des relations extérieures. En se posant en ardent défenseur des opprimés, Lula renoue avec la tradition tiers-mondiste qui visait à s'affranchir

des pressions et de l'emprise des pays du Nord. Dans ce contexte de remise en question des hégémonies traditionnelles (Europe, États-Unis d'Amérique), les discours offensifs à l'encontre du durcissement des politiques migratoires, combinés à une posture d'accueil et d'ouverture à travers des mesures de régularisations, peuvent être entendus comme un pan d'une stratégie plus globale d'affirmation d'un « *leadership* » sur la scène internationale.

C'est dans cette perspective globale que Brasilia nourrit un intérêt croissant pour le continent africain. Dès son discours d'investiture à la présidence, Lula dévoile ses ambitions pour le continent africain : « *Nous réaffirmerons les liens profonds qui nous unissent à tout le continent africain et notre disposition à contribuer activement pour qu'il développe son énorme potentiel* » (Lula, discours d'investiture, le 1er janvier 2003 à Brasilia). Il confirme ces dispositions à travers une activité diplomatique intense en effectuant sept voyages en six ans de présidence (Lafargue 2008) et rappelle à Maputo, en novembre 2003, que le Brésil est la nation qui compte la population noire la plus importante après le Nigeria, avec quatre-vingt-dix millions de personnes qui se revendiquent d'origine africaine. Pour asseoir la légitimité d'une coopération économique, le président brésilien n'hésite pas à mettre en avant une histoire commune en rendant hommage aux esclaves africains à l'occasion d'une visite à Ouidah (Bénin), l'un des anciens ports négriers de l'Afrique de l'Ouest. En se donnant pour objectif d'améliorer la condition de la population noire au Brésil dans le cadre de sa politique nationale de promotion de l'égalité raciale⁶, le président Lula trouve un écho certain en Afrique subsaharienne. Cette dimension symbolique s'avère un instrument efficace au service d'une coopération qui, si elle s'était déjà déployée au-delà de la sphère d'influence traditionnelle des pays lusophones dans les années 1980 (notamment dans le domaine de la lutte contre le trafic de stupéfiants), s'étend désormais à l'ensemble du continent et à une multitude de domaines. Par ailleurs, le Brésil a été un acteur majeur des accords instaurant une zone de libre-échange entre la Southern African Customs Union (SACU) et le Mercosur en décembre 2004.

C'est aussi dans cette perspective de rapprochement avec l'Afrique que l'université Unilab a ouvert ses portes le 25 mai 2011, avec la particularité majeure de réserver la moitié de ses effectifs à des étudiants africains. Inaugurée dans la ville de Redenção, connue par ailleurs pour avoir été la première ville du Brésil à abolir l'esclavage en 1884, l'université s'est donné pour objectif d'accueillir deux mille cinq cents étudiants africains d'ici 2014.

En 2005, l'ouverture de nouvelles ambassades, à Yaoundé et à Kinshasa, s'inscrivait dans cette logique d'expansion, portant le nombre de représentations diplomatiques du Brésil en Afrique à trente-cinq. On

peut comprendre dès lors le rôle clé joué par le Brésil dans l'émigration africaine en Amérique du Sud puisque les candidats au départ s'appuient sur ce réseau d'ambassades pour obtenir des visas. Simple étape en direction de l'Argentine ou lieu d'installation plus durable, le Brésil constitue une porte d'entrée sur les Amériques. Ce nouveau statut, si marginal soit-il au regard des circulations africaines prises dans leur globalité, représente néanmoins

La nouvelle politique des portes ouvertes en Argentine

En Argentine, au début des années 2000 et dans un contexte de relance du Mercosur, une nouvelle orientation de la politique migratoire s'est dessinée. Au lendemain d'une crise politique et économique, survenue en décembre 2001, qui a vu le peso s'effondrer brutalement et quatre présidents se succéder en l'espace de quelques semaines, l'accession de Nestor Kichner (le 25 mai 2003) à la « Casa Rosada », siège du pouvoir exécutif, rime avec changement et stabilité retrouvée. L'ouverture prônée par le nouveau gouvernement s'accompagne d'une reconnaissance de l'influence des pays voisins dans la construction du territoire argentin et dans son dynamisme économique. Elle va en outre de pair avec une volonté de réaffirmer un rôle hégémonique dans la sous-région du Mercosur. Mais la prétention à l'exercice d'un *leadership* régional est conditionnée à la restauration d'une image entachée durant les mandats de Menem. Il faut comprendre cette nouvelle « politique des portes ouvertes » (Domenech & Bailly 2010) à la fois comme le produit d'une redistribution du jeu politique dans le cône sud, et comme une réponse pragmatique en terme de coût/bénéfices qu'elle implique, non seulement pour les migrants, mais aussi pour le pays. Ce basculement s'appuie aussi sur un constat d'échec des politiques restrictives qui ont montré leurs limites, d'une part, dans la régulation des flux et le contrôle des frontières et, d'autre part, face aux réalités géopolitiques de la sous-région. Comme le montrent Domenech et Bailly, il ne faut pas pour autant interpréter cette ouverture comme un enchantement soudain pour l'immigration frontalière. Le nouveau gouvernement a pris la mesure d'une réalité migratoire incontournable.

Par ailleurs, les relations internationales guidées par les notions de coopération et d'intégration régionale deviennent un élément structurant des politiques migratoires. En quête de ce nouveau positionnement sur les scènes régionale et internationale, le gouvernement argentin s'efforce de respecter les engagements internationaux tels qu'ils ont été pris dans la « Convention internationale de protection des droits de tous les travailleurs migrants et de l'ensemble de leur famille ». ⁷ Maillon essentiel de légitimité des politiques migratoires, cette convention a inspiré la loi Giustiniani ⁸, votée

en 2003, qui donne un cadre institutionnel aux principes fondamentaux de respect des droits de l'homme ; elle reconnaît la migration comme un droit et considère les migrants comme des sujets de droit.

Pour mettre en application cette nouvelle orientation, l'État a élaboré un programme national de *normalización documentaria migratoria* dit *Patria Grande*, destiné à résoudre la question des sans-papiers et à favoriser l'intégration des étrangers. Signé en 2004, entré en vigueur depuis 2006, ce programme « Patria Grande » donne l'opportunité aux ressortissants sans-papiers des pays membres et associés du Mercosur de régulariser leur statut juridique. Ils obtiennent un titre de séjour provisoire (*permiso de residencia precaria, renommé precaria*) puis, après examen de leur dossier, un permis de séjour valable deux ans.

Les demandeurs d'asile, quant à eux, doivent formuler leur demande auprès de la *Commission nationale des réfugiés en Argentine* (Conare), laquelle leur octroie la *precaria*, valide pour une période de trois mois renouvelables. Grâce à ces nouveaux dispositifs juridiques, les étrangers peuvent travailler, bénéficier d'une protection légale et sociale, d'un système de santé publique et scolariser leurs enfants dans les établissements publics.

Entre 2003 et 2006, plus de trois cent trente mille migrants illégaux ont été régularisés (Rodriguez 2006) ; puis, après le lancement officiel du programme « Patria Grande », entre avril 2006 et janvier 2007, 333 011 titres de séjour ont été octroyés aux migrants résidant à Buenos Aires et dans sa périphérie (Direction nationale des migrations). Par ces mesures, l'État argentin entend se démarquer radicalement de nombreux pays, au Nord. Ce revirement est symbolisé par des interventions de hauts fonctionnaires qui rappellent le rôle influent de l'immigration dans l'histoire démographique et dans le développement économique du pays. Ce retournement se décèle aussi dans les textes officiels avec l'apparition d'une rhétorique positive de la migration ; on ne parle plus d'« étrangers » ni de « clandestins » mais plutôt de « sans-papiers » ou d'« immigrants en situation irrégulière », ou « dont la situation n'est pas régularisée ». Ce changement de regard sur le migrant, considéré désormais comme un élément positif du récit national, s'inscrit dans un processus plus large de construction d'une société multiculturelle. C'est donc dans ce contexte de recomposition du rapport à l'Autre que les migrants africains font leur apparition dans le pays austral.

Le caractère récent de la migration africaine en Amérique latine, conjugué à l'extrême mobilité des ressortissants de l'Afrique subsaharienne entre les différents territoires, rend toutefois difficile leur recensement. Le recensement officiel de la population fait état de 2 738 Africains présents sur le sol argentin en 2010, sans que des distinctions aient été établies entre

les différentes nationalités. Les associations de migrants avancent, de leur côté, un chiffre de 5 000 individus, dont plus de 3 000 Sénégalais (Maffia 2012). Un plan de régularisation mis en œuvre par la Direction nationale des migrations en janvier 2013, a permis aux détenteurs de la *precaria* de sortir de la précarité. Cette présence africaine sur le territoire argentin donne lieu à une pluralité de stratégies d'insertion.

Des insertions par le bas aux visages multiples

Liens communautaires et cosmopolites

Dès les prémises de ce qui constitue la migration africaine d'aujourd'hui en Argentine, les profils et les manières de s'inscrire sur le territoire sont divers. Dans les années 1990, émerge une petite communauté dont les acteurs tentent peu à peu de fabriquer des liens de solidarité. Un ex-sportif camerounais reconverti en entrepreneur propose ainsi à un intellectuel casamançais qui vit de petits boulots d'explorer le marché africain pour faire des affaires dans le domaine de l'import-export. Une collecte est organisée à l'initiative de ressortissants maliens pour rapatrier au Mali le corps d'un compatriote décédé. L'embryon de la migration africaine en Argentine met en présence aussi bien du personnel d'ambassade que des ouvriers de l'automobile et du bâtiment, des entrepreneurs ou encore des commerçants et intellectuels.

Ces pionniers vont devenir des têtes de pont d'un réseau qui s'articule sur la famille ou sur le religieux. En exhibant leurs réussites, à travers des retours et encore l'envoi de mandats dans leurs pays d'origine, ils vont ouvrir la voie à une émigration de plus grande ampleur et à un élargissement des palettes d'activités.

Dans cette panoplie, le commerce de rue est sans conteste l'activité dominante. D'une part, l'absence de compétences, la faiblesse du capital social, la précarité administrative sont autant de handicaps rendant difficile une intégration sur un marché du travail formel de plus en plus spécialisé et concurrentiel. D'autre part, le colportage et la vente à la sauvette sont aussi l'expression d'un prolongement ou de la reproduction d'un modèle qui a déjà fait ses preuves ailleurs. Comme à Marseille, à Madrid ou à Rimini, les mourides de Buenos Aires investissent la sphère de la vente ambulante en commercialisant des bijoux fantaisie. Ils ont su nouer des liens avec d'autres communautés de migrants : d'abord avec des Coréens du Sud auprès desquels ils achètent leurs marchandises, puis avec d'autres vendeurs de rue, Péruviens, Paraguayens, Boliviens pour la plupart.

Africanité et « arts de feyre » comme ressources

En dépit de leur visibilité certaine dans l'espace public (trottoirs, gares, marchés, places, plages, etc.) sans cesse accrue par la conquête de nouveaux territoires, les mourides ne constituent pas les seules figures de la migration africaine en Argentine. Des petits entrepreneurs-migrants, par exemple, se positionnent sur la scène du marché ethnique en exploitant l'intérêt croissant pour l'exotisme et le dépaysement dans lequel l'Autre est « *par essence lointain et désiré et désiré parce que lointain* » (Affergan 1987). Dans cette scénarisation de l'Autre, l'Africain est souvent réduit au rang d'objet de spectacle. Soucieux de se conformer aux attentes de leurs clients potentiels, des commerçants, des artistes, parfois les deux à la fois, jouent alors sur le ressort de l'africanité pour dégager des ressources. Pour exploiter l'engouement pour la percussion, les artistes créent des écoles au sein desquelles ils se convertissent peu à peu en entrepreneurs de culture africaine tant pour valoriser leur art que pour élargir leurs activités en organisant par exemple des stages d'étude en Guinée ou au Sénégal. Il s'agit alors pour les artistes de se mettre en scène en s'alignant sur les images dominantes de l'Afrique qui subliment la tradition et l'authenticité. Ce type d'affirmation identitaire converti en capital ethnique répond ici à une logique d'entrepreneuriat de la différence ou du lointain. L'ouverture d'un restaurant camerounais et celle de boutiques africaines qui commercialisent des boubous, des djembés ou encore des vêtements sportifs aux couleurs du Sénégal répondent à cette même logique d'exploiter peu à peu la filière de l'ethnique.

D'autres, en provenance du Cameroun essentiellement, s'essaient au football. Certains d'être sous les feux des projecteurs d'un championnat qui jouit d'une visibilité internationale, ces jeunes footballeurs ont appréhendé alors l'Argentine comme un tremplin vers les plus grands clubs européens. Ce projet initial est en réalité très vite contrarié tant par l'incertitude et la précarité liées à cette activité (risques de blessure, salaires impayés, résiliations de contrats etc.) que par une mise en concurrence très importante avec les jeunes locaux. Rares sont ceux qui obtiennent un contrat professionnel ; la plupart d'entre eux affluent alors vers des clubs de seconde zone, à l'abri des regards des recruteurs internationaux.

Enfin, des aspirants à la fortune rapide, dits *feymen*, terme né au Cameroun pour désigner des professionnels de l'escroquerie et des « arts de feyre », (Malaquais 2001), se distinguent pour leur habileté à extorquer de l'argent à des hommes d'affaires à la fois naïfs et cupides. Ceux qui se livrent à ce type d'action ont alors recours à des stratagèmes, pratiquent la ruse afin de contourner les règles licites du profit auquel ils avaient difficilement accès en raison de leur appartenance à la classe populaire. Camerounais pour la

majorité d'entre eux, ils inventent des scénarios bien rodés de l'escroquerie partout en Amérique latine, en effectuant des escales prolongées à Buenos Aires pour y mener leurs opérations frauduleuses ou pour profiter de ses ambiances nocturnes. Au cours de ces excursions, ils cèdent à des modes de consommation ostentatoires (la sape, la fête), pour obtenir en échange la reconnaissance sociale de leurs pairs.

Au-delà de ces diverses manières de s'inscrire dans la société d'accueil, toutes ces figures de la migration africaine en Argentine participent d'une mondialisation qui se construit dans l'informel, par le bas ou « discrète » (Pliez 2007). Le footballeur de troisième zone, le camelot mouride, le percussionniste ou encore le restaurateur camerounais, indépendamment de leurs réussites ou échecs, expriment cette capacité à emprunter des voies non balisées. Face à un marché du travail formel qui offre de moins en moins d'opportunités d'embauche pour les moins qualifiés, les migrants africains contournent ces obstacles en érigant des stratégies fondées sur la débrouille.

Conclusion

En conclusion, les parcours africains en Amérique latine s'inscrivent dans un processus global de reconfiguration du phénomène migratoire. En réaction au durcissement des politiques migratoires au Nord, les migrants élaborent de nouvelles routes et façonnent les contours d'un nouveau dispositif migratoire au sein duquel les étapes, toujours plus lointaines, plus aléatoires, plus longues, se généralisent. Dans cette nouvelle géopolitique des migrations, propice à la dispersion des parcours, l'Amérique du Sud et plus particulièrement le Brésil et l'Argentine incarnent, l'élargissement de l'espace migratoire africain. Cet élargissement nourrit une économie de la migration qui permet aux « hommes d'affaires », *coxers* et passeurs, d'enregistrer des gains tout au long du voyage transatlantique et d'encadrer un collectif d'inspiration confrérique, villageoise et familiale. À leur arrivée, nombre de Sénégalais peuvent ainsi s'appuyer sur la solidarité mouride, d'abord pour se loger, puis pour démarrer leur nouvelle activité. Bien qu'il constitue une pratique assez ancienne chez les mourides en lien avec leurs premières migrations, le commerce peut être aussi perçu aujourd'hui comme une réponse collective à une situation d'urgence, propre à l'arrivée dans un nouveau lieu de migration.

En attendant l'éventuelle émergence d'une « centralité africaine » (Bouly de Lesdain 1999) dans un quartier de Buenos Aires, les animateurs d'une économie de la débrouille constituent des figures d'une migration sud-sud qui s'opère « par le bas ». On peut dès lors se poser un certain nombre de

questions qui restent pour le moment en suspens au vu de la jeunesse de cette migration. Ces migrants réussiront-ils leur mue en se convertissant au commerce international ou en exploitant la niche ethnique de l'africanité, comme certains installés aux États-Unis d'Amérique, en Europe ou dans d'autres lieux de la migration ? La migration africaine en Argentine n'est-elle pas finalement l'expression d'une survivance d'un dispositif déjà éprouvé ailleurs et qui tend à s'essouffler ? L'empreinte durable de la crise économique sur le vieux continent fragilise des migrants qui ont de plus en plus de difficultés à soutenir le poids des mandats. Les solidarités familiales tendent également à s'effriter sous l'effet des processus d'individualisation. Ce modèle, épuisé en Europe, peut-il alors se reconstituer ailleurs et a-t-il vocation à se pérenniser dans l'extrême sud du continent américain ? Ou bien est-il condamné à se disséminer, une fois épuisé, de lieux en lieux ? Tels sont les enjeux du devenir de la migration africaine en Argentine auxquels de futures recherches devront répondre.

Notes

1. L'ambassade d'Argentine à Dakar est contrainte de fermer ses portes en 2002, en raison de la crise financière de 2001 et des restrictions budgétaires qui s'en sont suivies.
2. Le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud appartiennent au groupe Brics. Le terme de BRIC, apparu pour la première fois en 2001 dans une note de la banque américaine Goldman Sachs, est utilisé pour désigner un groupe de puissances économiques émergentes en capacité de contester la domination des pays riches dans l'économie mondiale.
3. Sont éligibles tous ceux qui sont en mesure de fournir une carte consulaire, un compte courant, une adresse de résidence, et un casier judiciaire vierge. La loi leur donne le droit à la libre circulation, l'accès au marché du travail dans des conditions légales et l'accès aux services de santé, d'éducation et de justice, pour une durée de deux ans. Au terme de cette période, ils pourront formuler la demande d'une permission de résidence permanente.
4. Chiffre recueilli auprès du conseiller consulaire de l'ambassade du Brésil au Sénégal lors d'un entretien réalisé le 16 novembre 2010 à Dakar.
5. Jornal O Globo economia, « Lula diz que crise é causada por 'gente branca de olhos azuis', publié le 26 mars 2009, consulté le 16 mai 2009, adresse URL : <<http://oglobo.globo.com/economia/lula-diz-que-crise-causada-por-gente-branca-de-olhos-azuis-3132357>>.
6. Politique qui se caractérise notamment par une instauration de quotas à l'entrée des universités et par l'arrivée de plusieurs ministres noirs au sein de son gouvernement.

7. Convention approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1990 et entrée en vigueur en 2003.
8. Nom de l'ex-député et auteur du texte de La loi de migrations n°25.871

Références

- Affergan, F., 1987, *Exotisme et Altérité : Essai sur les fondements d'une critique de l'anthropologie*, Paris, PUF.
- Ba, C. O., Choplin, A., 2005, « Tenter l'aventure par la Mauritanie : migrations transsahariennes et recompositions urbaines », *Autrepart*, n° 36, pp. 21-42.
- Bauman, Z., 1998, *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette.
- Brachet, J., 2006, « Migrants, transporteurs et agents de l'Etat ; rencontre sur l'axe Agadez-Sebha », *Autrepart*, n° 36, pp. 43-62.
- Bouly, de Lesdain Sophie, 1999, « Château Rouge, une centralité africaine à Paris », *Ethnologie française*, n° XXIX, n°1, pp. 86-99.
- Domenech, E., Bailly, B., 2010, « La « nouvelle politique migratoire » en Argentine : les paradoxes du programme « Patria Grande », in *Problèmes d'Amérique latine*, 1 n° 75, pp. 37-59.
- Hernandez-Leon, R., 2005, *The Migration Industry in the Mexico-U.S. Migratory System*, On-Line Working Paper Series, Paper CCPR -049-05. Los Angeles, California Center for Population Research.
- Laacher, S., 2009, « Passeurs, passagers et points de passage », in C. Jafferlot & C. Lequesne, (dir.), *L'enjeu mondial. Les migrations*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 147-156.
- Lafargue, F., 2008, « Le Brésil, une puissance africaine », *Afrique Contemporaine*, n° 228, pp. 137-150.
- Malaquais, D., 2001, « Arts de feyre au Cameroun », *Politique Africaine*, n° 82, pp. 101-118.
- Migreurop, Blanchard, E., Wender, A.S., (dir.), 2007, *Guerre aux migrants. Le livre noir de Ceuta et Melilla*, Editions Syllepse, Paris.
- Minvielle, R., 2011, Migrants (subsahariens) en transit à Tamanrasset : du passage à l'impasse, *Revue Mappemonde*, n° 103 (3).<http://mappemonde.mgm.fr/num31/articles/art11301.html>
- Pian, A., 2009, *Aux nouvelles frontières de l'Europe : L'aventure incertaine des Sénégalais au Maroc*, Paris, La Dispute.
- Pliez, O., 2007, « Des jeans chinois dans les rues du Caire, ou les espaces discrets de la mondialisation », *Mappemonde*, n°88 (4) ; <http://mappemonde.mgm.fr/num16/articles/res07404.html>
- Rodriguez, R.E., 2006, « Una experiencia argentina para América del Sur. Plan Patria Grande ». Texte présenté au cours de l'encuentro iberoamericano sobre migraciones y desarrollo, Madrid, 18-19 juillet, accès en septembre 2007, disponible à l'adresse : <http://www.mininterior.gov.ar/migraciones/Patria_Grande_Exposicion_Dr_Rodriguez.pdf>.

Sayad, A., 1999, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Le Seuil.

Souchaud, S., Berenger, R., 2009, « Étudier les liens entre les migrations intérieures et internationales en suivant les trajectoires migratoires des Boliviens au Brésil », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25, n° 1, pp. 195-213.

Tarrius, A., 2002, *La mondialisation par le bas : Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland.

